

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/205042]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté ministériel déterminant les procédures d'activation de la fonction de prépaiement en électricité et abrogeant l'arrêté ministériel du 3 mars 2008

Le Ministre de l'Energie,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, l'article 34, 1^o, b);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité, les articles 30 *sexies*, 31, 31*bis*, § 1^{er}, 32, § 2;

Vu l'arrêté ministériel du 23 juin 2006 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement;

Vu l'avis de la CWaPE du 17 février 2023,

Vu la demande d'avis dans un délai de 60 jours, adressée au Conseil d'État le 13 juin 2023, en application de l'article 84, § 1, alinéa 1, 1/, des lois sur Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre " l'arrêté électricité " comme l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité.

Art. 2. § 1^{er}. En exécution de l'article 30*sexies* de l'arrêté électricité, la procédure de placement d'un compteur communicant et d'activation de la fonction de prépaiement, à la demande d'un fournisseur, pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

Dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 30*sexies* § 1^{er}, de l'arrêté électricité, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1^o mentionne la date et la plage horaire de placement du compteur communicant et d'activation du prépaiement, dans le respect du délai de quarante jours à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur. Ce délai est ramené à quinze jours dans le cas où le compteur est déjà placé et que le prépaiement doit être activé;

2^o mentionne le service à joindre pour demander à pouvoir être représenté lors du placement du compteur communicant, ou une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 1^o;

3^o informe le client que dans le cas où le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, il sera considéré que le client refuse l'activation du prépaiement et que la procédure applicable en cas de non-paiement ou de défaut de paiement reprendra de plein droit.

§ 2. Si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client ou d'impossibilité technique ou du caractère non économiquement raisonnable de l'activation du prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer le prépaiement, adresse une copie de ce courrier au fournisseur du client et annule la procédure d'activation du prépaiement. La procédure applicable en cas de non-paiement ou de défaut de paiement reprend en l'état.

Art. 3. En exécution de l'article 31*bis* 1^o de l'arrêté électricité, la procédure de placement d'un compteur communicant et d'activation de la fonction de prépaiement, à la demande d'un fournisseur, pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

Dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 31*bis* 1^o, de l'arrêté électricité, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1^o mentionne la date et la plage horaire de placement du compteur communicant et d'activation du prépaiement, dans le respect du délai de quarante jours à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur. Ce délai est ramené à quinze jours dans le cas où le compteur est déjà placé et que le prépaiement doit être activé;

2^o mentionne le service à joindre pour signifier son refus de placement du compteur communicant et l'activation du prépaiement, ou demander à pouvoir être représenté lors du placement du compteur communicant, ou une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 1^o;

3^o informe le client que dans le cas où le placement ne peut avoir lieu à la date prévue initialement ou ultérieurement convenue, pour cause d'absence du client ou de refus d'accès à son domicile, il sera considéré que le client refuse l'activation du prépaiement et le fournisseur sera en droit de déposer une requête devant le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture.

§ 2. Si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu, pour cause d'absence du client, le gestionnaire de réseau de distribution laisse un avis de passage qui informe le client de la nouvelle date de passage pour activer le prépaiement et adresse un courrier au client constatant l'impossibilité d'activer le prépaiement.

Si l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu pour cause d'absence du client lors des deux passages du gestionnaire de réseau de distribution, ou si le client a refusé l'accès à son domicile, le gestionnaire de réseau de distribution annule la procédure de pose du compteur communicant et informe le fournisseur.

Art. 4. § 1^{er}. En exécution de l'article 31*bis* § 1 de l'arrêté électricité, la procédure d'activation de la fonction à prépaiement d'un compteur communicant déjà placé, à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

Dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 31*bis*, § 1^{er}, de l'arrêté électricité, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1^o mentionne la date et l'heure prévue pour l'activation du prépaiement;

2^o mentionne les canaux par lesquels le client peut notifier son refus d'activation de la fonction de prépaiement et le délai endéans lequel il doit le signifier pour que le fournisseur annule la procédure d'activation du prépaiement;

3^o mentionne le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour d'activation du prépaiement;

4° informe le client que dans le cas d'un refus de l'activation de la fonction de prépaiement, le fournisseur sera en droit de déposer une requête devant le juge de paix pour demander la résiliation du contrat de fourniture.

§ 2. Si le client signifie son refus au fournisseur, le fournisseur annule la procédure d'activation du prépaiement auprès du gestionnaire de réseau endéans les deux jours ouvrables de la signification du refus par le client.

Art. 5. § 1^{er}. En exécution de l'article 32, § 2, de l'arrêté électricité, la procédure d'activation de la fonction à prépaiement d'un compteur communicant déjà placé, sur décision du juge de paix à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

Dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 32, § 2, de l'arrêté électricité, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui mentionne :

1° la date et l'heure de l'activation du prépaiement;

2° l'obligation d'activer le prépaiement dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur;

3° le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour et de la plage horaire dans le respect du délai visé au point 2°.

§ 2. Le gestionnaire de réseau de distribution procède à l'activation du prépaiement à la date et à l'heure initialement prévue ou ultérieurement convenue avec le client.

Art. 6. § 1^{er}. En exécution de l'article 32, § 2, de l'arrêté électricité, la procédure de placement d'un compteur communicant et d'activation de la fonction à prépaiement, sur décision du juge de paix à la demande d'un fournisseur pour un de ses clients en défaut de paiement est la suivante :

Dans les dix jours de la réception de la demande visée à l'article 32, § 1^{er} de l'arrêté électricité, le gestionnaire de réseau envoie un courrier au client qui :

1° mentionne la date et l'heure de placement du compteur communicant et de l'activation du prépaiement;

2° mentionne l'obligation d'activer le prépaiement dans un délai de quarante jours à dater de la réception de la demande de procédure initiée par le fournisseur;

3° mentionne le service à joindre pour demander une éventuelle modification du jour et de l'heure dans le respect du délai visé au point 2°;

4° informe le client qu'en cas de refus d'accès à son domicile, le fournisseur pourra solliciter la résiliation du contrat de fourniture auprès du juge de paix.

§ 2. Si, à la date initialement prévue ou ultérieurement convenue, l'activation du prépaiement ne peut avoir lieu, pour cause d'absence ou de refus du client d'accès à son domicile ou si le placement est considéré comme techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable, le gestionnaire de réseau de distribution informe le fournisseur des circonstances ayant amené à la non-activation du prépaiement.

Dans le cas où l'impossibilité de placement est liée à un caractère techniquement impossible ou non-économiquement raisonnable, le gestionnaire de réseau de distribution annule la procédure d'activation du prépaiement auprès du fournisseur.

En cas d'impossibilité d'activation du prépaiement, le fournisseur peut informer le gestionnaire de réseau de distribution des éventuels autres éléments de décision du jugement et de leur application.

Art. 7. Lors de l'activation du prépaiement, le gestionnaire de réseau de distribution procède à un relevé des index des consommations du client et signale au fournisseur la date d'activation du prépaiement et lui communique les index relevés de consommation, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'information.

Le fournisseur envoie, ensuite, un courrier au client lui notifiant la poursuite de son contrat en "mode prépaiement" et qu'une facture annuelle de régularisation sera établie. Pour les clients non-protégés, le courrier l'informe également des conditions de tarifs qui s'appliquent dans le cas du prépaiement et sur la différence potentielle avec le tarif réel facturé par le fournisseur d'énergie. Le modèle de la lettre précitée est préalablement soumis à l'approbation de la CWaPE.

Art. 8. L'arrêté ministériel du 3 mars 2008 déterminant les procédures de placement d'un compteur à budget électricité et d'activation de la fonction à prépaiement est abrogé.

Fait à Namur en deux exemplaires, le 7 septembre 2023.

Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/205042]

7. SEPTEMBER 2023 — Ministerieller Erlass zur Festlegung der Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion für Elektrizität und zur Aufhebung des Ministeriellen Erlasses vom 3. März 2008

Der Minister für Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 34 Ziffer 1 Buchstabe b;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt, Artikel 30*sexies*, 31, 31*bis* § 1, 32 § 2;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. Juni 2006 zur Festlegung der Verfahren für die Installation eines Budgetzählers für Strom und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

Aufgrund des Gutachtens der Wallonischen Kommission für Energie (CWaPE - "Commission Wallonne pour l'énergie") vom 17. Februar 2023,

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1, Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat am 13. Juni 2023 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 60 Tagen;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat,
Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses ist unter "Stromerlass" der Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt zu verstehen.

Art. 2 - § 1. In Ausführung von Artikel 30^{sexies} des Stromerlasses ist das Verfahren zur Installation eines kommunizierenden Zählers und zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden das Folgende:

Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 30^{sexies} § 1 des Stromerlasses genannten Antrags übermittelt der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben, in dem:

1° das Datum und der Zeitrahmen für die Installation des kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion unter Beachtung der Frist von vierzig Tagen ab Erhalt des vom Stromversorger eingeleiteten Verfahrensantrags angegeben werden. Diese Frist wird auf fünfzehn Tage verkürzt, falls der Zähler bereits installiert ist und nur die Vorauszahlungsfunktion aktiviert werden muss;

2° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um zu beantragen, bei der Installation des kommunizierenden Zählers vertreten zu werden, oder um eine eventuelle Änderung des Tages und des Zeitrahmens unter Beachtung der in Ziffer 1 genannten Frist zu beantragen;

3° der Kunde darüber informiert wird, dass, falls die Installation nicht zu dem ursprünglich geplanten oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil er abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, davon ausgegangen wird, dass der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion verweigert und das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbare Verfahren von Rechts wegen wieder aufgenommen wird.

§ 2. Kann die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion zum ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum nicht stattfinden, weil der Kunde abwesend ist, oder weil die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion technisch nicht möglich oder wirtschaftlich nicht zumutbar ist, so richtet der Verteilernetzbetreiber dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit, die Vorauszahlungsfunktion zu aktivieren, richtet er eine Kopie dieses Schreibens an den Stromversorger des Kunden und bricht er das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlung ab. Das im Falle einer Nichtzahlung oder eines Zahlungsverzugs anwendbare Verfahren wird in unveränderter Form wieder aufgenommen.

Art. 3 - § 1. In Ausführung von Artikel 31^{bis} Ziffer 1 des Stromerlasses ist das Verfahren zur Installation eines kommunizierenden Zählers und zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden das Folgende:

Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 31^{bis} Ziffer 1 des Stromerlasses genannten Antrags übermittelt der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben, in dem:

1° das Datum und der Zeitrahmen für die Installation des kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion unter Beachtung der Frist von vierzig Tagen ab Erhalt des vom Stromversorger eingeleiteten Verfahrensantrags angegeben werden. Diese Frist wird auf fünfzehn Tage verkürzt, falls der Zähler bereits installiert ist und nur die Vorauszahlungsfunktion aktiviert werden muss;

2° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um seine Verweigerung der Installation des kommunizierenden Zählers und der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion mitzuteilen, oder um zu beantragen, bei der Installation des kommunizierenden Zählers vertreten zu werden, oder um eine eventuelle Änderung des Tages und des Zeitrahmens unter Beachtung der in Ziffer 1 genannten Frist zu beantragen;

3° der Kunde darüber informiert wird, dass, falls die Installation nicht an dem ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum stattfinden kann, weil er abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, davon ausgegangen wird, dass der Kunde die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion verweigert und der Stromversorger berechtigt ist, vor dem Friedensrichter einen Antrag auf Auflösung des Liefervertrags zu stellen.

§ 2. Kann die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion zum ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum nicht stattfinden, weil der Kunde abwesend ist, so hinterlässt der Verteilernetzbetreiber einen Bescheid zur Beurkundung seines Besuchs, der den Kunden über das neue Besuchsdatum für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion informiert, und richtet er dem Kunden ein Schreiben zur Feststellung der Unmöglichkeit der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion.

Kann die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht stattfinden, weil der Kunde bei den beiden Besuchen des Verteilernetzbetreibers abwesend ist, oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert hat, so bricht der Verteilernetzbetreiber das Verfahren zur Installation des kommunizierenden Zählers ab und informiert er den Stromversorger.

Art. 4 - § 1. In Ausführung von Artikel 31^{bis} § 1 des Stromerlasses ist das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion eines bereits installierten kommunizierenden Zählers auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden das Folgende:

Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 31^{bis} § 1 des Stromerlasses genannten Antrags übermittelt der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben, in dem:

1° das Datum und die Uhrzeit für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion angegeben werden;

2° die Kanäle angegeben werden, über die der Kunde seine Verweigerung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion mitteilen kann, sowie die Frist, innerhalb derer er dies mitteilen muss, damit der Stromversorger das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion abbricht;

3° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion zu beantragen;

4° der Kunde darüber informiert wird, dass im Falle einer Verweigerung der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion der Stromversorger berechtigt ist, vor dem Friedensrichter einen Antrag auf Auflösung des Liefervertrags zu stellen.

§ 2. Wenn der Kunde dem Stromversorger seine Verweigerung mitteilt, bricht der Stromversorger das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beim Netzbetreiber innerhalb von zwei Werktagen nach der Mitteilung der Verweigerung durch den Kunden ab.

Art. 5 - § 1. In Ausführung von Artikel 32 § 2 des Stromerlasses ist das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion eines bereits installierten kommunizierenden Zählers nach dem Beschluss des Friedensrichters auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden das Folgende:

Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 32 § 2 des Stromerlasses genannten Antrags übermittelt der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben, in dem Folgendes angegeben wird:

1° das Datum und die Uhrzeit für die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion;

2° die Verpflichtung, die Vorauszahlungsfunktion innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab Erhalt des vom Stromversorger eingeleiteten Verfahrensantrags zu aktivieren;

3° die Dienststelle, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages und des Zeitrahmens unter Beachtung der unter Ziffer 2 genannten Frist zu beantragen.

§ 2. Der Verteilernetzbetreiber führt die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion am Datum und zu der Uhrzeit, die ursprünglich vorgesehen oder nachträglich mit dem Kunden vereinbart wurden, durch.

Art. 6 - § 1. In Ausführung von Artikel 32 § 2 des Stromerlasses ist das Verfahren zur Installierung eines kommunizierenden Zählers und zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nach dem Beschluss eines Friedensrichters auf Antrag eines Stromversorgers für einen seiner nicht zahlenden Kunden das Folgende:

Innerhalb von zehn Tagen nach Erhalt des in Artikel 32 § 1 des Stromerlasses genannten Antrags übermittelt der Netzbetreiber dem Kunden ein Schreiben, in dem:

1° das Datum und die Uhrzeit für die Installierung des kommunizierenden Zählers und die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion angegeben werden;

2° die Verpflichtung angegeben wird, die Vorauszahlungsfunktion innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab Erhalt des vom Stromversorger eingeleiteten Verfahrensantrags zu aktivieren;

3° die Dienststelle angegeben wird, mit der Kontakt aufzunehmen ist, um eine eventuelle Änderung des Tages und der Uhrzeit unter Beachtung der unter Ziffer 2 genannten Frist zu beantragen;

4° der Kunde darüber informiert wird, dass im Falle der Verweigerung des Zugangs zu seinem Wohnsitz der Stromversorger berechtigt ist, vor dem Friedensrichter die Auflösung des Liefervertrags zu beantragen.

§ 2. Kann die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion zum ursprünglich vorgesehenen oder nachträglich vereinbarten Datum nicht stattfinden, weil der Kunde abwesend ist oder den Zugang zu seinem Wohnsitz verweigert, oder weil die Installierung als technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht zumutbar angesehen wird, so informiert der Verteilernetzbetreiber den Stromversorger über die Umstände, die zur Nichtaktivierung der Vorauszahlungsfunktion geführt haben.

Falls die Unmöglichkeit der Installierung damit zusammenhängt, dass sie technisch unmöglich oder wirtschaftlich nicht zumutbar ist, so bricht der Verteilernetzbetreiber das Verfahren zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion beim Stromversorger ab.

Falls die Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion nicht möglich ist, kann der Stromversorger den Verteilernetzbetreiber über eventuelle weitere Urteilsgrundlagen und deren Anwendung informieren.

Art. 7 - Bei der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion führt der Verteilernetzbetreiber eine Ablesung der Verbrauchsindexe des Kunden durch, meldet dem Stromversorger das Datum der Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion und teilt ihm die Indexablesungen des Verbrauchs mit, gemäß den Bestimmungen der technischen Verordnung für die Verwaltung des Verteilernetzes bezüglich des Informationsaustausches.

Anschließend übermittelt der Stromversorger dem Kunden ein Schreiben, in dem er ihm mitteilt, dass sein Vertrag im "Vorauszahlungsmodus" fortgesetzt wird und dass eine jährliche Ausgleichsrechnung ausgestellt wird. Bei ungeschützten Kunden wird im Schreiben auch über die Tarifbedingungen, die im Falle der Vorauszahlungsfunktion gelten, und über die potenzielle Abweichung vom tatsächlichen Tarif, der vom Stromversorger in Rechnung gestellt wird, informiert. Das Muster des oben genannten Briefs wird der CWaPE vorab zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 8 - Der Ministerielle Erlass vom 3. März 2008, der die Verfahren zur Installierung eines Budgetzählers für Elektrizität und zur Aktivierung der Vorauszahlungsfunktion bestimmt, wird aufgehoben.

Geschehen zu Namur in zweifacher Ausfertigung, am 7. September 2023

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/205042]

7 SEPTEMBER 2023. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de procedures voor de activering van de vooruitbetalingsfunctie voor elektriciteit en tot opheffing van het ministerieel besluit van 3 maart 2008

De Minister van Energie,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 34, 1°, b)

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt, de artikelen 30 sexies, 31, 31bis, § 1, 32, § 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 juni 2006 tot bepaling van de procedures tot plaatsing van een budgetmeter (elektriciteit) en tot activering van de voorafbetalingsfunctie;

Gelet op het advies van de "CWAPE" van 17 februari 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 60 dagen, gericht aan de Raad van State op 13 juni 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;